

# Comptes rendus

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **31 (2015)**

PDF erstellt am: **19.09.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

---

# COMPTES RENDUS

**Carol Quirke, *Eyes on Labor. News Photography and America's Working Class*, New York, Oxford University Press, 2012, 358 pages**

Durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les ouvriers américains ont mené une série de luttes pour améliorer les conditions de travail dans les usines aux États-Unis. Dans le même temps, les changements sociaux de ce début de siècle ont été pour beaucoup d'Américains perçus et compris d'abord à travers le filtre médiatique de la grande presse d'information. L'ouvrage *Eyes on Labor* propose de croiser ces deux constats pour étudier comment l'ouvrier est devenu une figure médiatique familière, construite dans les pages des journaux autant que sur le terrain des grèves et des occupations d'usines.

En étudiant la couverture médiatique quotidienne, Carol Quirke interroge la naissance d'une culture visuelle des mouvements ouvriers et des syndicats aux États-Unis. Pour cela, elle a accumulé un vaste corpus d'images, dont une partie est reproduite dans l'ouvrage, qui inclut des vues stéréoscopiques, des photos de tabloïds, des photoreportages ou encore des images prises par les clubs photos des syndicats.

Le livre s'ouvre par un chapitre introductif sur le développement de la presse d'information et du photojournalisme. En particulier, la phototélégraphie et le succès des magazines illustrés ont constitué deux facteurs cruciaux pour la mise en représentation des mouvements ouvriers. Les

chapitres suivants sont organisés comme une série de cinq études de cas venant asseoir cette affirmation au moyen de l'analyse documentaire de sources visuelles prises entre 1919 et 1950. Le livre enchaîne ainsi l'étude de la construction visuelle du syndicalisme dans le magazine *LIFE* (chap. 2), la couverture médiatique de la grève à l'usine de chocolat Hershey en 1937 (chap. 3), la manifestation dite du «Memorial Day» et sa répression par la police de Chicago (chap. 4), et finalement l'usage des photographies dans les journaux syndicaux, notamment le *Steel Labor* et le *New Voices* (chap. 5 et 6).

La contextualisation et les essais d'interprétation des photographies mettent en évidence la rhétorique visuelle qui sert au «cadrage» médiatique des mouvements ouvriers (p. 11). Dans le chapitre consacré au magazine *LIFE*, l'un des plus populaires et influents de la période, une double mise en scène est perceptible : d'une part, les ouvriers sont représentés comme des héros, luttant contre l'injustice et participant ainsi à l'«American Life» (p. 58) ; d'autre part, les grèves sont données à voir comme un trouble à l'ordre social, une perturbation, dont les ouvriers ne seraient que des participants passifs dépassés par les événements. À ce propos, l'auteure note à quel point certaines images, y compris celles utilisées par les syndicats, proposent une vision standardisée et donnent à voir une «culture de la contrainte» (p. 212), c'est-à-dire la passivité et le sursuivisme, plutôt qu'une force collective.

L'énergie des mouvements de revendication apparaît bien plus fortement dans les photos prises par les ouvriers eux-mêmes durant les grèves.

Cette double représentation se retrouve dans les chapitres consacrés à deux événements emblématiques de l'année 1937 : la manifestation des ouvriers de l'acier, violemment réprimée, à Chicago et l'occupation pendant six jours de l'usine de chocolat Hershey en Pennsylvanie. L'interprétation fine des images de ces événements n'en reste toutefois pas au contenu manifeste de celles-ci. L'analyse n'a de cesse de relier les photographies à leur contexte de prise de vue, de diffusion et de réception. Elle parvient ainsi à mettre en évidence la construction d'une « vision » idéologiquement connotée des conflits, par exemple à travers la manière dont certaines images de presse contribuent à faire porter la responsabilité des violences aux seuls ouvriers, incitant le public à « rejeter les tactiques des syndicats » (p. 148). À l'inverse, les deux derniers chapitres montrent comment les journaux des syndicats détournent eux aussi certaines photographies pour soutenir leur propre vision des conflits en cours.

Au fil des études de cas, on découvre ainsi le « portrait » des ouvriers américains tel qu'il a été saisi, négocié et stabilisé par la photographie de presse au cours de ces périodes de revendication et de répression. La lutte pour les images et leur circulation entre ouvriers, syndicats, employeurs et organes de presse ont positionné les supports visuels comme « témoins clé » de la situation dans le monde du travail.

Au final, le livre propose un croisement stimulant entre sociologie de

l'image, histoire sociale de la presse et histoire de la classe ouvrière aux États-Unis. En montrant le rôle du photojournalisme dans la perception publique des ouvriers, l'ouvrage propose une piste d'étude convaincante pour penser l'impact des imaginaires médiatiques dans les mouvements ouvriers de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

MICHAËL MEYER

**Pierre Znamensky**  
(photographies de Pierre Gallice),  
***Sous les plis du drapeau rouge***,  
Rodez, Rouergue, 2010, 354 pages

C'est un ouvrage magnifique, et à un prix très abordable compte tenu de la qualité des illustrations et du travail d'édition, que nous offrent Pierre Znamensky et le photographe Pierre Gallice sur le plus symbolique des emblèmes du communisme soviétique : le drapeau rouge.

À la suite d'une bonne introduction qui revient sur l'histoire de cette « bannière du genre humain », son déploiement de Paris à New York, en passant par la Scandinavie, l'Angleterre, l'Italie, la Belgique, l'Inde..., puis la Russie, où il devient l'emblème officiel du pouvoir soviétique, les quelque 180 drapeaux de l'Union soviétique et des pays socialistes présentés dans ce livre imposant, mais agréable à consulter, sont classés en huit chapitres structurés sur une base chronologique. On peut certes discuter de certains choix de périodisation (déstalinisation et stagnation : 1948-1991), de la cohérence interne de quelques chapitres (les drapeaux des peuples de l'Orient soviétique auraient mérité d'être traités

séparément) et de la pertinence de quelques dénominations (le totalitarisme stalinien 1928-1941), mais cette galerie de drapeaux soviétiques raconte effectivement les grandes dynamiques collectives qui travaillent la société soviétique, de ses débuts chaotiques à la stagnation brejnévienne, en passant par le tournant stalinien et la Grande Guerre patriotique.

Largement commentées et assorties d'images d'archives, souvent des groupes posant fièrement devant leur bannière, ces belles illustrations permettent d'approcher l'extraordinaire foisonnement artistique qui, de Chagall à Rodtchenko, a marqué l'histoire du drapeau rouge. Et l'on reste admiratif de ce mariage sans cesse renouvelé de techniques (broderie, art graphique, peinture) et de formes esthétiques au service d'une cause politique.

Enfin l'ouvrage se clôt par la présentation de quelques attributs des drapeaux soviétiques : piques, hampes, rubans et pompons complétant l'étau de tissu. L'occasion, notamment, d'observer les multiples déclinaisons du marteau et de la faucille.

JEAN-FRANÇOIS FAYET

**Alexandre Elsig, *La Ligue d'action du bâtiment. L'anarchisme à la conquête des chantiers genevois dans l'entre-deux-guerres.***

Lausanne, Éditions d'en bas et Genève, Collège du travail, 2015, 184 pages, nombreuses ill. coul., 24 francs

À une époque où les travailleurs sont soumis au chantage des licenciements, de l'allongement des heures

de travail, de la diminution des salaires, de la contestation des conventions collectives, et où les patrons se refusent à perdre quoi que ce soit de leurs profits et comptent sur le coût le plus bas possible de la main-d'œuvre, à une période enfin où la solidarité n'est souvent qu'apparence, il vaut la peine peut-être de se tourner vers certaines belles expériences de nos aïeux.

Nos aïeux ? Nos grands-pères, vos arrière-grands-pères. C'est le livre récent d'Alexandre Elsig qui m'y fait penser. Ouvrage intéressant, surtout parce qu'il comble une lacune de l'histoire du mouvement anarchiste en Suisse, en particulier à Genève ; il présente aussi les influences, les dynamiques, les conflits, les méthodes d'action directe des militants, d'abord au sein de syndicats autonomes puis, de la fin des années 1920 jusqu'à la Deuxième Guerre, dans la Fédération des ouvriers du bois et bâtiment (FOBB) de Genève, affiliée à l'Union syndicale suisse réformatrice.

La FOBB, après la grève victorieuse de 1928 qui a obtenu un nouveau contrat collectif dans le bâtiment, se rend compte que souvent les patrons n'en respectent pas les clauses. Que faire ? C'est l'année suivante qu'est créée la Ligue d'action du bâtiment (LAB), « bras armé » de l'action directe, qui va se mêler de contrôler le respect du contrat ; si tel n'est pas le cas, « tout ouvrier qui n'applique pas les conventions sera taxé de kroumir, tout travail exécuté hors des règles des conventions collectives sera détruit ». On voit ici apparaître une vieille méthode de lutte ouvrière, le sabotage. Les démolitions de chantiers vont être nombreuses, autant que les bagarres avec les

kroumirs du syndicat chrétien-social et avec la police appelée à défendre la « liberté du travail ». La LAB réussira aussi à détruire plusieurs immeubles vétustes et insalubres, pour que les nombreux chômeurs trouvent du travail dans la construction ; ces années-là, les effectifs de la FOBB genevoise augmentent considérablement. Au delà des activités purement syndicales, ou parasyndicales, l'auteur n'omet pas de signaler la fondation en 1927 de la Fédération anarchiste romande et, trop à la hâte, les activités antifascistes des libertaires (notamment auprès des immigrés italiens, avec l'aide aux réfugiés et à leurs familles), leur antimilitarisme, l'anti-parlementarisme, l'antiléonisme, le soutien à la révolution en Espagne...

Malgré lui, peut-être, Alexandre Elsig cède au charisme et au leadership du secrétaire de la FOBB, l'anarchiste Lucien Tronchet : les autres acteurs de la FOBB et de la LAB apparaissent comme de simples comparses. Louis Bertoni, rédacteur des deux bimensuels *Le Réveil anarchiste / Il Risveglio anarchico*, est liquidé en peu de mots : « il se consacre à la formation des esprits ». L'auteur ne prend aucunement en compte les perplexités exprimées par *Il Risveglio* en septembre 1929 déjà, notamment le fait que ces revendications syndicales « n'ont rien d'anarchiste, comme il est anti-anarchiste d'invoquer le respect d'une certaine légalité ; mais qui ne voit pas que laisser se détériorer les conditions de travail ou violer un droit constitutionnel, c'est perdre des acquis ? » Bertoni répète là qu'il n'a jamais confondu lutte syndicale et lutte révolutionnaire. Dix ans plus tard, en décembre 1939, il rappelle que l'activité de la FOBB/LAB,

tout opposée qu'elle soit au syndicalisme réformiste, consiste « dans l'application stricte par l'action directe des contrats collectifs légaux que la veulerie ouvrière laisse trop souvent plus ou moins violer. [...] Seuls nos camarades espagnols ont donné l'exemple d'un véritable syndicalisme révolutionnaire, revendiquant la gestion de la production et créant, même dans les conditions les plus difficiles, des écoles, des crèches, des cliniques, des bibliothèques, etc., en dehors de l'État » (Gianpiero Bottinelli, *Louis Bertoni, une figure de l'anarchisme ouvrier à Genève*, Entremonde, 2012 ; André Bösiger, *Souvenirs d'un rebelle : soixante ans de luttes d'un libertaire jurassien*, Saint-Imier, Canevas, 1992).

Pour finir, je formulerais une hypothèse : le comportement de *leader* – une notion et une pratique opposées aux principes anti-hiérarchiques de l'anarchisme – d'un Tronchet à Genève ou d'un Adrien Buffat à Lausanne, leur acceptation du rôle des permanents (tous deux sont devenus fonctionnaires syndicaux, en 1936 et 1935 respectivement) sont parmi les causes de leur abandon de l'anarchisme, pendant les années de guerre, tout en voulant conserver le contrôle sur leur jardin, leur pouvoir donc : ils ont tenu les rênes des sections de la FOBB genevoise et lausannoise jusqu'à l'âge de la retraite.

Mais l'expérience de la Ligue d'action du bâtiment reste une histoire formidable.

**GIANPIERO BOTTINELLI**

Traduit de « Come i nostri avi difendevano i contratti collettivi », *Voce libertaria*, mai 2015

**Marianne Enckell, Guillaume Davranche, Rolf Dupuy, Hugues Lenoir et al. (sous la dir. de), *Les anarchistes. Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2014, 528 pages + photographies, 50 € (broché), 15 € (version poche, 2015).**

**ENTRETIEN AVEC MARIANNE ENCKELL  
PAR FLORIAN EITEL**

*Comment est née l'idée de publier un « Maitron anarchiste » ? Qui a participé à ce projet ?*

C'est il y a bien des années, puisque le premier appel public à collaborer date de janvier 2007. « Le Maitron », dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, puis aussi du mouvement social, était au départ l'œuvre d'une personne, Jean Maitron. Ce dernier s'est vite associé à des correspondants et collaborateurs, comme Marc Vuilleumier en Suisse, certains amateurs comme Lucien Grelaud, un plombier qui a fourni beaucoup d'informations sur les militants du département de la Loire. Pour le volume sur les anarchistes, le projet est né de la rencontre d'animateurs de Radio Libertaire à Paris, qui tenaient la *Chronique syndicale* où ils interviewaient militants et historiens, et l'équipe du *Maitron*, sous la direction de Claude Penneret. Ils ont réuni un groupe de personnes, professionnelles ou non, qui a passablement évolué au cours des années : la parution était prévue en 2009, c'est seulement en 2014 que nous avons jugé notre enfant viable !

*Pourquoi avoir fait le choix de publier une version en papier à l'heure où les*

*gens ont l'habitude de chercher des notices biographiques en ligne ?*

Le livre a ses contraintes, en effet : les biographies n'y sont pas toutes complètes, on ne peut plus introduire de corrections. Mais cela reste un socle, une référence dans laquelle on peut se promener, qu'on feuillette, où le hasard permet des découvertes. C'est un autre mode de lecture, complémentaire avec les notices en ligne<sup>1</sup>. La première édition est d'ailleurs épuisée, elle vient d'être rééditée en format poche, avec quelques corrections.

*L'éditeur présente le dictionnaire comme un témoignage de la diversité du monde anarchiste. En même temps, confrontés aux limites imposées par le format papier, vous avez certainement dû faire des choix en écartant plusieurs activistes qui auraient aussi mérité de figurer dans le dictionnaire. Comment avez-vous fait le choix ?*

Lentement, et non sans difficultés, toujours avec la coopération de toute l'équipe. Nous voulions bien sûr qu'y figurent les personnages les plus connus, de toutes les périodes retenues ; il fallait quelques étrangers, militant en France ou dans des pays francophones, quelques femmes... Il y a de très rares vivants, dont quelques-uns sont d'ailleurs morts depuis la parution. Nous avons retenu 500 noms, dont les notices ont été revues très attentivement ; la rédaction des quelque 3000 notices en ligne est moins normalisée.

*Certaines notices, comme celle de Ravachol, sont très riches et détaillées même si elles portent sur une période très courte de militantisme anarchiste, c'est-à-dire deux ans. D'autre part, une longue et intense activité militante comme celle du*

*graveur Schwitzguébel qui apporte une importante contribution théorique au mouvement, n'obtient qu'une brève notice...*

Mais Schwitzguébel n'a pas non plus été longtemps anarchiste ! Militant de la Fédération jurassienne (FJ), ses contributions sont certes essentielles ; mais plus la FJ va vers l'anarchisme, plus il va vers le réformisme... Cela dit, les longueurs des notices sont parfois discutables, je le reconnais.

*Pourquoi trouve-t-on une notice sur Bakounine et Kropotkine mais pas sur Malatesta, Cafiero ou Most ? Tous étaient actifs en Suisse romande et ont fortement contribué au mouvement anarchiste.*

Nous nous sommes limités en principe aux francophones : Johann Most était en relation avec les groupes de langue allemande, Errico Malatesta n'est intervenu que dans des congrès internationaux, à ma connaissance. Quant à Carlo Cafiero, il vaudrait la peine de chercher plus de détails sur ses séjours en France et à Genève, en 1878-1879, et sur sa participation au congrès de la Fédération jurassienne l'année suivante.

*À première vue, il y a très peu de femmes dans le dictionnaire. L'anarchisme a-t-il toujours été un monde masculin ?*

Hélas oui, du moins pour les acteurs connus. Des femmes, il y en a moins de 10 % – je viens d'en rajouter deux, d'ailleurs. On sait parfois seulement qu'elles étaient « la compagne de », on ne sait pas toujours leur prénom, nous avons donc hésité à écrire des notices qui tiendraient en une ligne. Mais il reste sans doute beaucoup de recherches à faire.

*Dans l'introduction vous périodisez l'histoire de l'anarchisme en 13 phases*

*de 1840 jusqu'à aujourd'hui. Dans quelle période le lecteur trouve-t-il le plus de notices biographiques ?*

Probablement entre 1880 et 1914, et cela pour des raisons variées. Les archives sont publiques, qu'il s'agisse de l'état civil, des dossiers des bagnards, par exemple ; les travaux et publications sont nombreux. C'est la période où apparaissent des militants indubitablement anarchistes ; auparavant, ils sont membres de l'Internationale, communards, il peut être délicat de les qualifier d'anarchistes. Jusqu'en 1914, la présence des anarchistes dans les syndicats en France, par exemple, est très importante ; par la suite, il faudra distinguer les syndicalistes révolutionnaires « purs », que nous n'avons pas toujours retenus.

*Qui sont les plus vieux et les plus jeunes militants dans le dictionnaire ? Pour le plus vieil anarchiste, comment se pose la question de la qualification du terme « anarchiste » ? Quant aux plus jeunes, la question de la protection des données n'est elle pas sensible ?*

Le plus vieux, c'est Proudhon, né en 1809. Mais nous sommes aussi les premiers à publier la date de naissance exacte d'Anselme Bellegarrigue, le 23 mars 1813 : en 1850, il publia deux numéros d'un journal intitulé *L'Anarchie, journal de l'ordre*. Il n'existait évidemment pas de mouvement anarchiste à l'époque. Traditionnellement, on s'accorde à inclure parmi les précurseurs anarchistes trois écrivains de cette époque, Bellegarrigue, Joseph Déjacque et Ernest Cœurderoy. On pourrait probablement en retenir d'autres ; j'ai fait une très brève notice sur un certain Joseph Gibert, collaborateur de Proudhon puis exilé

en Uruguay, dans l'espoir d'en apprendre plus long sur lui.

Pour les plus jeunes, le critère retenu était qu'ils ont milité avant 1981 : certains sont donc nés au début des années 1960. Leurs notices sont le résultat d'entretiens menés pour la plupart par Hugues Lenoir, et elles sont publiées avec leur accord. Elles sont souvent très subjectives, peu vérifiables, tout cela devra être repris sérieusement par nos successeurs. Il n'y a guère que des Français parmi les vivants (à part moi...); dans le *Chantier biographique des anarchistes en Suisse*<sup>2</sup>, nous n'avons pas inclus de notices de personnes vivantes.

*Pour les anarchistes en Suisse nous avons en effet à disposition le Chantier biographique des anarchistes en Suisse. Qu'y a-t-il de plus dans le Maitron anarchiste?*

Pas grand-chose, à vrai dire : quand j'ai fait des notices pour le Maitron, je les ai en principe mises aussi sur le site du Chantier, et vice-versa. Tout n'est pas encore repris, ni cohérent, ni traduit ! Certains anarchistes francophones de Suisse n'ont pas de notice dans le Maitron, surtout lorsqu'on sait très peu de choses sur eux, comme Jules Loetscher par exemple. L'intérêt des dictionnaires en ligne, c'est qu'on pourra longtemps les corriger, les compléter, ajouter de nouvelles notices.

*La vie de la majorité des anarchistes est caractérisée par une forte mobilité et par de fréquentes persécutions. Ce sont là des conditions peu favorables pour laisser des sources aux historiens. Quelles sont les sources que vous avez utilisées ? Peut-on retracer la biographie d'un anarchiste comme celle d'un politicien bourgeois ? Les archives de la police sont-elles fiables,*

*même si elles ont été recueillies par des policiers ou des mouchards ?*

Les sources sont des plus diverses. Les personnes qui ont publié des ouvrages ou des articles risquent d'être privilégiées, celles qui ont écrit leurs mémoires encore plus. Le dépouillement de la presse donne quantité de noms, mais souvent on ne sait rien de plus. La mise en ligne de fonds d'archives, comme ceux de l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam<sup>3</sup>, permet d'accéder à des correspondances, richissimes en informations : tout n'a pas été dépouillé, loin de là. Mais pour bien des militant-e-s, on n'a de traces que dans des rapports de police ou judiciaires : listes d'abonnés à un journal, condamnations (on connaît donc souvent leur date de naissance, mais pas de mort), enquêtes, informations de mouchards (qui restent parfois militants, d'ailleurs). En France, l'état civil est en ligne pour presque toutes les communes, avec un peu de patience et de bons yeux on trouve des données utiles. Il faut, comme pour toutes les sources, les croiser, lire entre les lignes, séparer les jugements des faits... Et c'est en effet particulièrement difficile pour les anarchistes ou les personnes désignées comme telles. Deux exemples : dans certains rapports genevois, Lucien Tronchet est qualifié de communiste, tandis que son camarade de la LAB, Francis Lebet, aurait eu une jeunesse anarchiste, mais aucun document n'a encore été trouvé à ce sujet, hormis une allusion dans les mémoires de Jean Vincent.

<sup>1</sup> Elles sont accessibles aux acheteurs du livre : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr>

<sup>2</sup> [www.anarca-bolo.ch/cbach](http://www.anarca-bolo.ch/cbach)

<sup>3</sup> <http://socialhistory.org/en/collections/centrale-collection>



**Virginie Fracheboud,**  
***L'introduction de l'Assurance***  
***Invalidité 1944-1960***, Lausanne,  
 Editions Antipodes, 2015, 215 pages

En citant la formule «La Suisse a été épargnée par la guerre, mais non par la misère», Valérie Fracheboud rappelle que la revendication d'une assurance invalidité faisait partie des exigences de la Grève générale. Cependant, comme il n'y a guère, en Suisse, de mutilés que l'on croise dans la rue, le Conseil fédéral se contentera de faire inscrire ce droit dans la Constitution en 1925. Après le second conflit mondial il n'y a pas plus de mutilés physiques, mais la démocratie témoin est parmi les derniers pays européens à n'avoir pas encore résolu le problème et le Parti socialiste insiste pour le coupler avec l'AVS alors en gestation. L'AVS instaurée en 1948, il faudra encore onze ans pour que le parlement vote la loi d'application.

Le chapitre intitulé «L'AI, d'un refus à l'autre» montre comment les conseillers fédéraux Walther Stampfli puis Rodolphe Rubattel neutralisent différents postulats de conseillers nationaux, tout en réaffirmant que si l'AI est un objectif désirable, il n'y a pas d'urgence en la matière, jusqu'au double dépôt par le Parti du travail, puis par le Parti socialiste, d'initiatives réclamant une AI sans délai. Ces deux démarches concurrentes, dans le climat anti-communiste de l'époque, permettront à la droite de tergiverser, le Conseil fédéral créant néanmoins une commission d'experts en été 1955, après que les deux initiatives parvinrent à réunir les signatures nécessaires. L'auteure examine en-

suite les travaux de la Commission : faut-il prendre en compte les handicapés mentaux? doit-on rembourser les frais médicaux? et d'autres questions encore, où s'opposent les partisans d'une sécurité sociale financée par l'État et ceux qui distinguent les frais relevant de l'assistance publique et frais qui renvoient aux assurances privées. Suit ensuite la question du financement de l'AI, les milieux économiques proposant de la lier aux APG, les représentants des caisses maladie suggérant de l'associer à la future LAMA. Finalement, une majorité se rallie au financement par le capital de l'AVS et d'une cotisation minimale versée par les salariés et les employeurs, ce qui permet de faire une AI limitée et, en amputant ainsi l'AVS, on restreint les hausses possibles des rentes vieillesse.

Dans la conclusion, «une benjamine aux bases fragiles», Valérie Fracheboud constate que ce qui s'est passé par la suite a mis en évidence les points faibles relevés: l'AI est devenue déficitaire et l'AVS a dû se renflouer en augmentant ses cotisations. La droite a donc obtenu ce qu'elle souhaitait, des assurances sociales calculées au strict minimum, ce qui est bon aussi pour attirer sur le sol suisse les multinationales.

Cette thèse en histoire contemporaine de la Faculté des sciences sociales et politiques de l'UNIL vient donc compléter notre connaissance des assurances sociales, après les travaux de Matthieu Leimgruber sur l'AVS et ceux de Jean-Pierre Tabin et de Carola Togni sur l'assurance chômage.

**MICHEL BUSCH**

**Ellen Hertz et Fanny Wobmann (dir.),  
Complications neuchâteloises :  
histoire, tradition, patrimoine,  
Neuchâtel, Éditions Alphil, 2014**

«Aucune collectivité ne peut se constituer dans la durée sans faire appel à des valeurs partagées, à des traditions et à des symboles considérés comme représentatifs d'une identité commune», ainsi débute le résumé de cet ouvrage publié à l'occasion du bicentenaire de l'entrée de Neuchâtel comme canton suisse dans la Confédération en 1814 (tout en gardant comme souverain jusqu'en 1848 le roi de Prusse). Parmi les contributions de cet ouvrage, relevons particulièrement celles qui concernent le champ d'activités et de recherches de l'AÉHMO.

Tout d'abord, un texte de notre collègue Marc Perrenoud : «Les traditions anarchistes et socialistes dans le canton de Neuchâtel : mythes et limites des mouvements ouvriers» (pp. 99-114). Il s'agit d'une rétrospective documentée (avec une importante bibliographie) des divers courants qui, depuis les années 1840 à nos jours, se sont préoccupés de la «question sociale». La première génération est constituée par les adeptes de Charles Fourier, socialiste utopiste, regroupés essentiellement dans les Montagnes neuchâteloises : une des principales personnalités de ce courant était Frédéric-William Dubois – propriétaire du Château des Monts (Le Locle) et député républicain au Grand Conseil (1848-1854). Dans les années 1865-1866, après la fondation de l'Association internationale des travailleurs (AIT), des sections furent créées à La Chaux-de-Fonds (1865), puis au Locle (1866).

Mais les premiers clivages ne tardèrent pas à apparaître : animée par le docteur Pierre Coullery, la section chaux-de-fonnière professait un socialisme très modéré ; de son côté, la section locloise – fondée par Constant Meuron (vétérain républicain de 1831) et James Guillaume – adopta les conceptions anarchistes du révolutionnaire russe Bakounine. Toutefois, la Fédération jurassienne de l'AIT disparaîtra en 1878, après le déclin momentané du mouvement ouvrier, suite à l'échec de la Commune de Paris (1871) mais aussi après le passage de l'horlogerie au stade industriel : «L'Exposition universelle de Philadelphie [1876] révèle la redoutable efficacité de la concurrence américaine et pose un défi aux horlogers suisses bercés par la conviction d'être les meilleurs du monde» (p. 104). Une déconvenue qui ne fut pas la dernière dans l'histoire horlogère... Au sein du mouvement ouvrier, la relève militante fut alors reprise, dans les années 1880, par la Société du Grutli, puis par le Parti socialiste et les syndicats horlogers. En 1912, le PSN devint majoritaire au Locle et à La Chaux-de-Fonds et conquiert deux sièges au Conseil national (Charles Naine et Paul Graber). Mais le courant anarchiste exista (de manière minoritaire) jusqu'à la Première Guerre mondiale (avant de réapparaître après 1968). «Ces traditions ouvrières ont leurs complications», écrit Marc Perrenoud. «En effet, les polémiques ont maintes fois opposé les militants : les anarchistes accusent les socialistes d'être des arrivistes et des opportunistes. Les socialistes reprochent aux anarchistes de manquer de réalisme et de céder à l'utopie. Ils cherchent aussi à se

distancier des projets révolutionnaires afin de prouver leur capacité à gérer les structures étatiques » (p. 99). Un débat qui reste actuel un siècle plus tard... Marc Perrenoud rappelle enfin les destins contrastés d'un père et de son fils : le typographe anarcho-syndicaliste François-Albert Louradour, déserteur de l'armée française en 1913 et installé à La Chaux-de-Fonds en 1915, fut expulsé en 1921 et mourut à Berlin en 1926. Son fils, Lucien, recueilli par la famille chaux-de-fonnière de sa mère, devint un fervent défenseur des traditions régionales (il présida la société folklorique «Ceux de la Tchaux», fondée en 1920).

Dans le chapitre 3 intitulé «L'industrie qui depuis des siècles est leur principal moyen d'existence», on trouve deux articles consacrés à l'horlogerie. Le premier de Laurence Vaucher – «L'appel à l'«honnête médiocrité» : ambivalence autour de l'apparition des arts et de l'industrie dans la principauté au siècle des Lumières» – est centré sur l'horlogerie au XVIII<sup>e</sup> siècle, à partir d'un texte de Rousseau sur les «Montagnons» et des témoignages de la vie quotidienne des artisans-horlogers de l'époque. Le second, d'Hervé Munz, est intitulé «Le silence des fabriques : réflexions sur l'absence du savoir-faire horloger de la liste du patrimoine immatériel neuchâtelois». À partir de l'absence du «savoir-faire horloger» dans la liste des traditions vivantes neuchâteloises (établie au printemps 2011 par le service des Affaires culturelles), l'auteur souligne «l'existence d'une tendance spécifiquement neuchâteloise à faire de l'horlogerie une «tradition» depuis le deuxième tiers du XIX<sup>e</sup> siècle»

(p. 137). Or, «le silence présumé des acteurs horlogers n'en est pas un et constitue un puissant révélateur des positions qu'ils défendent» (p. 137).

Enfin, signalons le texte de Melissa Girardet, Barket Mudrecki et Carole Wenger, «Les mines d'asphalte de la Presta : un patrimoine, deux patrimonialisations». Ces mines, exploitées de 1713 à 1985 (soit deux siècles et demi), sont aujourd'hui devenues un site touristique, où se côtoient «gestionnaires» (les personnes de la direction et les acteurs administratifs chargés d'assurer la rentabilité du site), «anciens guides» (ayant connu des mineurs) et «nouveaux guides» (nouvelles générations destinées à remplacer dans l'avenir les «anciens guides» pour perpétuer la mémoire du lieu).

HANS-PETER RENK

**Pierre Jeanneret, *La Gardoche, 37 ans de garderie communautaire*, Lausanne 2014, 111 p. + DVD de 76 minutes**

Dans le cahier AÉHMO 21 (*Contestations et mouvements 1960-1980*, 2005), Ursula Gaillard, une de ses fondatrices, racontait l'aventure d'une garderie autogérée à Lausanne en 1977 : «N'arrêtons pas de lutter, la vie entière est à changer». Aujourd'hui municipalisée, La Gardoche existe toujours, mais l'histoire est terminée. L'historien Pierre Jeanneret a rencontré les parents à l'origine du projet, les éducatrices et éducateurs, les responsables locaux et la présidente de la dernière association, il a réuni des photos parfois touchantes, souvent pâlies, des documents officiels et des archives conservées par les

acteurs. Il en a tiré un petit livre bilan, auquel est joint un DVD d'interviews et de vues diverses réalisé avec Zohrat Breguet. Il est en vente dans les librairies Basta! et Payot à Lausanne.

On regrettera toutefois que dans cet ouvrage de référence, sérieux et documenté, n'affleurent guère les passions et les enthousiasmes qui présidèrent à l'aventure.

MARIANNE ENCKELL

**Stéphanie Lachat, *Les pionnières du temps. Vies professionnelles et familiales des ouvrières de l'industrie horlogère Suisse (1870-1970)*, Neuchâtel, Éditions Alphil, 2014, 449 pages, 42 francs**

Issu d'une thèse en histoire soutenue à l'Université de Genève, l'ouvrage de Stéphanie Lachat présente un riche panorama sur le travail dans l'industrie horlogère suisse, plus précisément celle du vallon de Saint-Imier entre 1870 et 1970. À prime abord, il s'agit d'un domaine de recherche bien balisé, doté de quantité de monographies et d'articles. Cependant, le titre *Pionnières du temps* met en lumière une grande lacune de l'historiographie. Dans ce livre, bien écrit, l'auteure n'évoque pas les Breguet et les Francillon, mais elle s'intéresse aux milliers des femmes qui ont contribué par leur travail au succès de l'industrie horlogère suisse. Ces ouvrières n'avaient pas, précédemment, trouvé leur place dans les études sur l'industrie horlogère, alors qu'elles représentent de 35 à 55 % des effectifs de cette main-d'œuvre spécialisée.

Certes, ces femmes sont généralement mal connues et se réduisent

à des chiffres anonymes dans les travaux proposés par les historiens de l'horlogerie. Nous savons que les ouvriers laissent peu de traces, alors que dire des ouvrières dont la mémoire a été longtemps marginalisée?

L'auteure a par ailleurs renoncé à creuser les sources syndicales, alors que la perspective du mouvement ouvrier aurait pu donner d'autres réponses à certaines questions et dévoiler des nouvelles facettes de cette histoire. L'historienne a également été confrontée à un problème récurrent dans l'histoire du genre : il est difficile de rassembler les témoignages de femmes, car, dans les sources, elles existent généralement à travers le regard des hommes. Ses sources principales, notamment les Archives d'entreprise de Longines, auxquelles elle a eu accès sans restriction, et les discours publics, surtout le journal de Saint-Imier, *Le Jura bernois*, ont toutes été écrites par des hommes. Dans les 100 ans d'histoire de Saint-Imier, il est vain de chercher la trace des femmes dans des positions dirigeantes. Aux femmes sont réservées les tâches les plus répétitives, les moins prestigieuses et les moins payées, même si certaines de celles-ci demandaient un grand savoir-faire. Le rôle attribué aux femmes dans la fabrique de Longines pointe dans une citation tirée du *Journal Longines* de 1946 consacré aux ouvrières. Les responsabilités des femmes sont « de s'entendre entre elles, d'accepter le travail difficile et d'éviter le gaspillage des matières premières, de livrer dans les temps le travail demandé quitte à augmenter les cadences, ainsi que de faciliter le travail des chefs » (p. 154). Or, la compagnie a attribué aux femmes de l'horlogerie beaucoup

plus de responsabilités, notamment dans la double fonction de femme professionnelle et de femme domestique. Lachat axe sa recherche autour de cette double tâche en interrogeant la nécessité économique (besoins financiers des ménages) de l'emploi féminin, les possibilités (emplois disponibles et structures de garde des enfants) offertes par l'emploi des femmes et les représentations de l'idéal féminin, c'est à dire l'effet du travail féminin sur l'image idéale de la femme ouvrière.

Les résultats de la recherche sont, comme l'historienne le souligne, à la fois surprenants et paradoxaux. Premièrement, l'emploi des femmes dans l'industrie horlogère est justifié par la nécessité économique d'augmenter le revenu familial et, à partir des années 1950, d'assurer un certain confort et une indépendance financière aux familles, et aux femmes, dans la société de consommation. Ce résultat peut paraître peu surprenant, mais il procède d'un énorme travail statistique effectué par la chercheuse, bien présenté dans un grand nombre de tableaux. Un travail nécessaire, car l'organisation de l'industrie horlogère, avec son mode de production en partie fractionné, est très complexe, demandant de grands efforts pour en comprendre les mécanismes et les effets socio-économiques. Dans ce sens, le travail de Lachat est aussi un apport utile à l'histoire de l'horlogerie et à l'histoire économique de la Suisse en général, car il met en lumière de nouvelles facettes et questionne les narrations établies, surtout dans l'interprétation du travail à domicile.

Deuxièmement, l'offre en structures ménagères et éducatives insti-

tutionnalisées n'a pas eu d'effet primordial sur l'emploi des femmes dans l'horlogerie. L'étude du cas de Saint-Imier montre une absence étonnante d'institutions durables pour faciliter aux femmes leur double tâche. Les crèches, l'école enfantine, la garderie et les colonies de vacances sont mises en place à Saint-Imier assez tardivement et n'ont souvent qu'une existence éphémère. Lachat démontre en particulier l'absence d'initiatives des élites économiques pour créer des telles institutions. Le paternalisme industriel est ainsi assez restreint dans l'horlogerie de Saint-Imier et, s'il se manifeste, ce n'est pas dans le but de faciliter la double tâche des ouvrières-mères, mais pour le bénéfice des enfants et dans la perspective de maintenir la main-d'œuvre nécessaire à l'industrie horlogère.

Troisièmement, Lachat constate une forte légitimité du travail féminin dans l'horlogerie et la fierté des femmes de travailler dans une industrie prestigieuse, ainsi que de satisfaire aux critères de la bonne ouvrière et de la bonne mère. Cela ressort en particulier des dix entretiens approfondis que l'historienne a effectué avec des anciennes ouvrières, qui ont dû gérer leur double tâche dans les années 1950 et 1960. Ces sources orales enrichissent bien la recherche parce qu'elles procurent une voix aux actrices. Leur perspective est parfois étonnante et nous oblige à réviser les conceptions trop structuralistes de certaines études sur les rapports entre travail et genre.

En définitive, cette étude historique, méticuleusement menée, constitue une contribution bienvenue au débat en cours sur le rôle des femmes dans la vie professionnelle, la valeur

du travail et la relation entre migration et travail. Nous avons beaucoup à apprendre des « pionnières du temps ».

FLORIAN EITEL

**Mattia Pelli, Monteforno. Storie di acciaio, di uomini e di lotte,**

Lugano, Fontana ed., 2014, 175 pages

Le Pizzo Forno ou Monte Forno domine, avec sa masse puissante et trapue qui culmine à 2907 mètres, la partie médiane du Val Leventina. Il donne son nom à l'aciérie construite en aval du village de Giornico peu de temps après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en décembre 1946. Le Tessin cherchait alors à stimuler l'implantation d'industries par des exonérations fiscales (Monteforno en profita pendant 20 ans), à quoi s'ajoutait la disponibilité de main-d'œuvre étrangère. La Léventine disposait aussi de ressources hydroélectriques à bas prix et du chemin de fer du Gothard qui permettait de recevoir la ferraille et d'expédier les produits des hauts fourneaux et des laminiers. La zone de Bodio-Giornico disposait d'une solide tradition de pôle industriel, surtout liée à son secteur électrochimique. Dans la mesure où la loi interdisait l'exportation de la ferraille, les entreprises nationales bénéficiaient d'un protectionnisme assez poussé.

L'usine se caractérise dès le début par un « esprit » particulier, un mixte d'insouciance « à l'italienne » et une capacité d'adaptation très rapide aux changements du marché. Gianni Corecco, ancien responsable des ventes chez Monteforno, raconte : « Du point de vue commercial nous étions les plus forts et les plus rapides, nous avions des très bons rapports

avec nos clients. Les autres n'allaient même pas chez les clients, pour nous ils étaient sacrés, on les invitait à déjeuner, souper avec nous, on restait ensemble... Nous étions appréciés, en Suisse alémanique surtout. » C'est la guerre de Corée qui contribue d'une façon déterminante à remettre à flot des finances à la dérive ; à partir de 1952, Monteforno se lance dans la production de l'acier Box, puis de l'Ultra Box. En 1959, la ferraille ne suffit plus ; les dirigeants entrent en compétition avec les deux géants du secteur en Suisse : Von Roll et Von Moos. « Le secteur où l'on gagnait était celui de la fusion : c'était notre point fort. Nous étions capables d'utiliser de la ferraille de qualité médiocre parce que nous savions faire le juste mélange. En plus, nous laminions à chaud, les autres à froid. Notre produit s'imposait à la concurrence », affirme l'ancien sous-directeur de la fabrique Ettore Ambrosini.

Des années 1960 jusqu'à 1977, quand l'entreprise passe aux mains de Von Roll, Monteforno vit son âge d'or. Certes, il y a de plus en plus de protestations à cause de la fumée produite par l'aciérie, et de la pollution des eaux, mais Monteforno met en place une politique paternaliste et fournit des logements à ses ouvriers, introduit des mesures de protection, crée une section de samaritains, ouvre des écoles pour les apprentis, soutient des groupes sportifs, crée le chœur SCAM (*Società Corale Aziendale Monteforno*). Le chœur avait pour but de surmonter les différences entre ouvriers suisses et italiens : « Les différences, si différences il y avait, n'étaient pas entre Tessinois et Lombards ou Piémontais, mais avec les Siciliens, ou bien les Sardes ; il y eut une période où ceux

qui venaient de Sardaigne étaient très nombreux.»

Et puis survient la crise. Des choix qui vont se révéler catastrophiques, comme l'achat d'une filiale aux États-Unis, aggravent les difficultés financières. La mort du patron Aldo Alliaia conduit à la vente de l'entreprise et Von Roll s'assure la possibilité de gérer son ancien concurrent comme elle l'entend. Nous sommes alors en 1978, le secteur est en crise et une réduction des activités semble inévitable. En réalité Von Roll investit dans l'entreprise tessinoise dans le but d'augmenter la productivité; Monteforno atteint des pointes de 950 tonnes d'acier produites par employé sur une année, ce qui la place parmi les aciéries les plus productives d'Europe. Mais tout à coup les choses se compliquent: en 1984 les aciers spéciaux sont abandonnés, alors que les licenciements viennent de débiter avec 177 personnes en chômage partiel en 1983, ce qui entraîne une première grève «sauvage» le 2 novembre. En octobre 1984 la direction annonce une deuxième vague de 178 licenciements; la main-d'œuvre passe ainsi à 420 employés. Deux ans plus tard, troisième volet: 87 ouvriers doivent cette fois partir. Le 31 décembre 1994, lorsque la production s'arrête de manière définitive, il reste encore environ 300 ouvriers à la Monteforno. Von Roll refuse même d'envisager la vente de l'établissement, pour éviter l'installation d'un nouveau concurrent.

C'est cette histoire que nous raconte Mattia Pelli dans son livre. À vrai dire, celle que nous avons résumée ne concerne que la première partie du texte, parce que la fin de l'aciérie se mêle au début des souvenirs rapportés dans des dizaines d'interviews

d'anciens ouvriers mais aussi de dirigeants de l'entreprise. La Monteforno était un port de mer, les immigrés y arrivaient, puis ils cherchaient d'autres places de travail moins dures, bien que les salaires y aient été assez bons (ils servaient de comparaison lors des discussions pour de nouveaux contrats collectifs dans les entreprises tessinoises, même dans des secteurs très éloignés de celui des hauts fourneaux de Bodio-Giornico). D'abord ce sont des hommes du nord de l'Italie, puis des habitants des îles, Siciliens et surtout Sardes. Et enfin il y avait les Tessinois. Ils parlent des rapports qu'ils entretenaient entre eux, mais aussi des conditions de travail, du travail en tant que tel, des rapports avec les chefs et avec les syndicats (FTMH et chrétiens-sociaux). Mattia Pelli leur parle aussi d'accidents, de pollution, de maladies. Très récemment, la TSI a présenté un documentaire sur les cas de cancer probablement dus aux poudres fines produites par l'aciérie.

Les grèves débutent très tôt, en 1950, mais c'est surtout en 1970-1972 que les luttes sont dures, avec la présence du GOM (*Gruppo Operai Monteforno*), les grèves «sauvages», les conflits avec les syndicats. La presse de toute la Suisse parle alors des faits concernant Monteforno, «une vraie université du syndicalisme en mouvement» comme l'écriront Steinauer et Von Allmen. Rappelons-nous que c'était la période de Schwarzenbach!

Pelli insiste sur «l'esprit Monteforno», l'attachement des ouvriers à leur travail, l'affection pour la fabrique sans pour cela perdre de vue les problèmes et leurs intérêts de travailleurs. «Le travail reste un élément fondamental de construction de l'identité pour ces ouvriers immigrés,

qui investissent dans la fabrique toutes leurs forces, jusqu'à la transformer quasiment en quelque chose qui leur appartient; ils partagent avec les dirigeants l'intérêt pour la destinée de l'aciérie, mais ils savent aussi, dans les périodes de plus grande politisation, leur disputer le contrôle symbolique de l'entreprise.»

«Jamais je n'ai eu une demi-heure de retard le matin... J'avais une responsabilité; si j'arrivais tard, nous avions un accord pour nous passer le témoin, tu étais obligé de rester deux heures minimum tant que l'autre enfin arrivait.... parce que tu ne peux pas bloquer la production. Tu rigoles? Tu as au-dessus de toi une coulée de 100 tonnes et l'autre n'arrive pas pour te relayer?»

Une fabrique qui dépassa les 1000 ouvriers dans une vallée qui comptait 10 000 habitants, voilà de quoi marquer les esprits; et pourtant les Léventinois savent que même les blessures laissées par les dizaines de carrières de granit de la vallée peuvent disparaître du paysage: il suffit que Alptransit ait besoin de stocker le matériel creusé dans le Gothard... Il est donc essentiel de redonner de la voix aux travailleurs de Monteforno. C'est ce qu'ont bien compris Mattia Pelli et les syndicats Unia et OCST qui ont financé l'ouvrage.

GABRIELE ROSSI

**Raymond Spira, «Ce soir à 20 heures les fascistes...» Les événements du 18 septembre 1934 à La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel, Éditions Alphil, 2014, 172 pages**

Le 18 septembre 1934 constitue un des sommets des passions politiques dans le canton de Neuchâtel. Toute-

fois, pendant des décennies, cet affrontement entre l'extrême-droite et les antifascistes a été rarement évoqué. Le livre de Raymond Spira est d'autant plus important. Éminent juriste, l'auteur a publié plusieurs ouvrages sur l'histoire de la gauche neuchâteloise. Il a mené des recherches dans les archives et consulté attentivement les journaux pour rédiger cet ouvrage nécessaire et actuel.

De quoi s'agit-il? Au cours de l'entre-deux-guerres, à Neuchâtel, comme dans d'autres cantons, émerge un mouvement maurassien, fédéraliste, corporatiste et antidémocratique, avec des relents antisémites. Fondé en janvier 1934, l'Ordre national neuchâtelois (ONN) est dirigé par l'éditeur Marc Wolfrath (1904-1979), le journaliste René Braichet (1910-1977) et le professeur d'histoire à l'Université Eddy Bauer (1902-1972). Collaborant avec des mouvements analogues comme la Ligue vaudoise et l'Union nationale de Genève, l'ONN est surtout implanté sur le Littoral neuchâtelois. Afin d'élargir son audience, il décide d'organiser une grande conférence à La Chaux-de-Fonds le 18 septembre 1934 sur «La disparition du petit commerce et de la classe moyenne au profit des trusts et des grands magasins». Selon un rapport de police, 2 500 personnes sont attirées par la conférence. Alertés par un tract communiste, les socialistes et d'autres militants de gauche décident d'aller contester l'ONN. Ils y sont rejoints par des membres de la Communauté israélite de La Chaux-de-Fonds préoccupés par les composantes antisémites de l'ONN. Celui-ci coalesce ainsi des oppositions très disparates: des socialistes, malgré l'absence des principaux dirigeants le soir



du 18 septembre ; des communistes, très peu nombreux à La Chaux-de-Fonds où l'orientation très hostile aux socialistes de l'Internationale communiste a aggravé l'isolement de la section locale ; des militants du Comité des chômeurs, dont le président tente en vain de faire accepter par l'ONN un débat contradictoire ; des industriels et des commerçants qui se sentent visés par l'antisémitisme de l'ONN et qui ne sont pas des militants de gauche. Le refus de l'ONN d'accorder la parole à ses opposants déclenche un tel chahut que la conférence doit être interrompue et la salle évacuée. Par la suite, des invectives et des bagarres opposent l'ONN et quelques centaines d'antifascistes à la gare et dans les environs.

Cette soirée mouvementée provoque de nombreux articles, des discussions politiques, des polémiques virulentes et un procès en janvier 1935 à la suite d'une plainte de l'ONN. Sur le banc des prévenus se trouvent trois communistes défendus par Jean Vincent, huit socialistes, Pierre Hirsch (1913-1995) défendu par son demi-frère, Henri-Louis Bloch et André Blum défendus par deux avocats qui sont des personnalités en vue du Parti radical et du Parti progressiste national. Dans la *Gazette de Lausanne* du 23 janvier 1935, Pierre Favarger écrit que les « prévenus, dont une femme, forment autour du président une guirlande vivante où l'on distingue divers profils sémites et la chevelure en broussaille de trois communistes notoires. Les socialistes, assez nombreux, forment le trait d'union nécessaire entre Jérusalem et Moscou. » Citant un des avocats de l'ONN qui justifie l'hostilité aux grands magasins, Favarger affirme que « l'on sait

qui monopolise, à La Chaux-de-Fonds comme ailleurs, ce genre de commerce. Les communistes et les socialistes auraient été somme toute manœuvrés par Israël. Ce n'est pas la première fois qu'on constate dans le monde d'aujourd'hui et de toujours pareille collusion. »

Le jugement du Tribunal de police condamne un militant communiste à trois jours de prison, le président du Comité de chômeurs à huit jours avec sursis et inflige des amendes à cinq prévenus. Les deux personnalités israéliennes sont acquittées. Selon *La Suisse libérale* du 25 janvier 1935, ce jugement « est avant tout la condamnation de l'hypocrisie socialiste, hypocrisie que nous ne cessons de dénoncer depuis des années, la condamnation de ces faux démocrates qui ne manquent aucune occasion de se conduire en fascistes, pour autant que fascisme signifie emploi de la violence et de la dictature. La condamnation des émeutiers est donc la victoire de l'ordre. » Dans le prolongement du 6 février 1934 à Paris, et de l'écrasement de « Vienne-la-Rouge » le même mois, la tentative de l'ONN en septembre 1934 aggrave l'inquiétude dans les rangs ouvriers et antifascistes qui multiplieront les activités par la suite.

Spira a reproduit de longues citations, ce qui permet d'appréhender l'ambiance de l'époque, la virulence des arguments, la force des mots employés, les passions qui s'affrontent. Les citations sont intégrées dans une analyse qui situe ces événements dans leur contexte historique. Il ne s'agit pas d'épisodes anecdotiques, car des personnalités comme Marc Wolfrath ou Eddy Bauer, même après leurs décès, ont exercé une profonde influence dans le canton de Neuchâtel.

Spira se définit comme un « juriste qui s'essaye à la recherche historique ». C'est un essai réussi.

MARC PERRENOUD

**Passé simple, mensuel romand d'histoire et d'archéologie,**  
n° 1, janvier 2015, 40 pages

Signalons le lancement d'une revue d'histoire et d'archéologie à l'initiative du journaliste Justin Favrod. La dizaine d'articles en une trentaine de pages, et 4 pages d'annonces d'expositions ou de parutions de livres, montrent la volonté d'intéresser le citoyen à sa propre histoire et de lui suggérer de possibles découvertes, telle une balade sur les traces de l'abbaye d'Haut Crêt ou une excursion vers Domdidier, Dompierre et Dommartin, la première syllabe de ces villages renvoyant au terme *dominus* utilisé à l'époque mérovingienne, avant la vulgarisation du mot Saint. L'article le plus important est consacré aux événements du 9 novembre à Genève et signé par Pierre Jeanneret, lequel enrichit son texte de photographies inédites, prises le lendemain par Max Kettel sur les lieux du drame ou à l'hôpital pour montrer quelques uns des 65 blessés officiellement recensés. L'éditorial du rédacteur responsable, « Un passé toujours présent », considère que la fusillade de Plainpalais est à l'origine d'« une hostilité sourde de la ville de Calvin à la machine militaire », que l'on retrouverait dans de nombreuses votations populaires. Bon vent, donc, à ce mensuel romand !

MICHEL BUSCH

**Guy Delisle, *Shenzhen*,**  
Paris, L'Association, 2000, 23 €

**Guy Delisle, *Pyongyang*,**  
Paris, L'Association, 2003, 19 €

C'est une plongée dans des univers fascinants et presque impénétrables que Guy Delisle nous livre avec deux bandes dessinées désormais devenues classiques, *Shenzhen* et *Pyongyang*, publiées en 2000 et 2003 chez l'Association. Habitué des voyages en Asie, cet auteur canadien a déjà parcouru bon nombre de pays pour superviser le travail de production des dessins d'animation, les boîtes occidentales ayant délocalisé sur ce continent une partie de leurs activités. Ces deux albums sont donc le récit de ses expériences, celles d'un homme catapulté dans des réalités aux codes et comportements inusuels pour un « Occidental », qu'il parvient à restituer avec une autoréflexivité et un sens comique qui font tout l'intérêt de son œuvre. Dans un style net, en noir et blanc, Guy Delisle raconte notamment les anecdotes amusantes, les rencontres improbables et les situations cocasses, voire absurdes auxquelles il a été confronté. Le cadre est d'ailleurs particulièrement propice. Pyongyang, capitale de la Corée du Nord, pays régi par la seule dynastie familiale communiste au monde, et Shenzhen, une « zone économique spéciale » non loin de Hong Kong, symbole d'un capitalisme d'État que l'ancienne Chine maoïste incarne à merveille.

De cette ville chinoise où il se rend en 1997, dernier anneau d'une sorte de giron dantesque où se cristallisent les aspirations des masses paysannes rêvant de vie urbaine et de prospérité, l'auteur raconte son

quotidien, mélange intrigant d'ennui et de découvertes surprenantes, de malentendus et d'incompréhensions « culturelles ». Les petits faits et gestes qui rythment ses journées, allant de la piètre qualité du café au constat de l'absence du concept de file d'attente dans les lieux publics, ou les rapports décalés avec l'équipe locale à laquelle sont sous-traitées les séries d'animation, donnent une image de la société chinoise qui dépasse les clichés convenus. Si le fossé culturel éprouvé lors de son expérience chinoise est frappant, les trois mois qu'il passe en Corée du Nord lui permettent d'aller encore plus loin dans le sentiment de dépaysement et la perte de repères. *Pyongyang* est un véritable reportage, un voyage dans l'intimité et les absurdités du régime. L'auteur y relate néanmoins des situations inattendues, bien que le séjour se déroule sous la surveillance asphyxiante des guides et des traducteurs locaux. Une circulation routière remarquable, la propreté de la ville – à tel point d'ailleurs que « ça en devient louche » (p. 25) –, autant d'éléments qui ne collent pas forcément avec le regard occidental sur le pays. Un regard honnête, celui de Guy Delisle, qui ne tombe pas dans les lieux communs ou les critiques pavloviennes reproduisant la *doxa* libérale. Certes, le degré d'isolement, de contrôle social et d'endoctrinement rejoint par la société nord-coréenne est absolument remarquable : l'hommage à l'immense statue du président éternel Kim Il-Sung, obligatoire pour tout nouveau visiteur, les « volontaires » qui coupent l'herbe aux côtés de l'autoroute à l'aide de simples serpettes ou qui nettoient les trottoirs pendant leurs jours de

repos, ne sont que quelques-unes des nombreuses situations qui projettent le lecteur dans un véritable film de science-fiction. La réponse de son guide interrogé sur l'absence totale d'handicapés dans les rues de la ville – « Il n'y en a pas [...] Tous les Nord-Coréens naissent forts, intelligents et en santé » (p. 136) – étonne ainsi Guy Delisle plus par la conviction et la sincérité avec laquelle ce propos est exprimé que pour son inconsistance manifeste.

On pourrait aussi s'amuser à recenser dans le livre les « erreurs factuelles puisées dans l'abondante propagande anti-RPDC », comme l'a fait sur son site internet – hélas très sérieusement – l'Association d'amitié franco-coréenne, qui consacre à cette bande dessinée un long compte rendu critique. On apprend ainsi que les sourires figés d'une jeune écolière jouant l'accordéon dans une école-modèle reflèteraient une « marque de courtoisie vis-à-vis de ses interlocuteurs » ou encore que le « respect dû aux dirigeants » serait un trait culturel asiatique, issu du confucianisme, et pas la spécificité d'un régime. Au-delà de certains arguments relevant d'un folklore politique d'antan, il n'en demeure que le regard sur l'autre implique finalement une réflexion sur le point de vue de l'observateur, réflexion que ces deux bandes dessinées, à cheval entre récits de voyage et enquête ethnographique, permettent de pousser très loin.

DAMIANO MATASCI

**Paco Roca, *La Nueve. Les Républicains espagnols qui ont libéré Paris*, Paris, Delcourt, 2014, 336 pages**

Le roman graphique signé par Paco Roca (1969) s'impose comme une contribution importante à la consolidation d'une mémoire publique célébrant le combat, depuis la fin de la guerre d'Espagne jusqu'à la victoire des États alliés contre le III<sup>e</sup> Reich, des soldats exilés après la chute de la République. Le récit du créateur valencien de bandes dessinées, qui met en scène l'épopée de Miguel Ruiz, soldat de la 9<sup>e</sup> compagnie de la 2<sup>e</sup> Division blindée du général Leclerc, est exemplaire de l'édition en Espagne, depuis plusieurs années, de nombreux romans, mais aussi de bandes dessinées consacrées à la guerre d'Espagne et ses suites.

En parallèle à une lecture pro-républicaine de cet épisode largement oublié parmi la société espagnole, cette bande dessinée apparaît également comme une revendication en faveur d'une reconnaissance publique de la contribution des Espagnols au combat pour la libération de la France. En effet, l'engagement des soldats étrangers dans l'armée de la France libre fut longtemps oublié des discours officiels français célébrant essentiellement les résistants et les soldats français en lutte auprès des Alliés. Bref, résistants et combattants étaient essentiellement des Français dont le combat avait débuté en réponse à l'appel du général de Gaulle après la déroute du printemps 1940.

En resituant au crépuscule de la République la participation des Espagnols à la Deuxième Guerre mondiale, l'auteur rappelle que l'engagement

de certains combattants s'inscrit dans une séquence historique qui dépasse les frontières chronologiques de l'invasion de la Pologne ou de l'occupation de la France par l'Allemagne. En outre, ce roman graphique nous suggère que les combats de la Deuxième Guerre mondiale ne se réduisirent pas au choc entre les grandes puissances mondiales, mais ils furent également le produit de luttes et de divisions politiques qui traversèrent les frontières étatiques et qui recomposèrent les relations entre les populations européennes. L'intérêt de cette mise en perspective sur ce double registre, à la fois républicain et anti-fasciste, espagnol et français est malheureusement quelque peu effacé par la traduction malheureuse du beau titre espagnol du roman graphique *Los surcos del azar* («Les sillons du hasard»), en français *La Nueve. Les Républicains espagnols qui ont libéré Paris*.

Auteur en 2004 d'un premier titre ayant comme contexte la guerre d'Espagne, *El Faro*, et dessinateur d'un scénario de Serguei Dounovetz sur le refuge en France des réfugiés espagnols après la chute de la Catalogne au début de l'année 1939 (*L'ange de la retirada*), Paco Roca adopte dans ce roman graphique un point de vue original. L'auteur s'attache à présenter l'histoire de l'épopée des Républicains du point de vue d'un simple soldat républicain. À partir des souvenirs traumatisants de son départ d'Espagne à la fin de la guerre civile, de son internement dans le camp militaire de Morand en Afrique du Nord, puis de son engagement dans les corps francs d'Afrique et dans le régiment de marche du Tchad (qui devient le régiment d'infanterie mécanisée de la 2<sup>e</sup> Division blindée,

commandée par le général Leclerc), le lecteur appréhende le parcours tragique d'une génération de combattants défaits en Espagne, puis sacrifiés en Afrique du Nord et en Europe contre les troupes allemandes.

La principale force du roman graphique de P. Roca est de proposer un récit qui se décline sur une double temporalité. D'une part, il décrit la belle rencontre entre un jeune passionné de l'histoire de ces soldats (très probablement le dessinateur) et Miguel Ruiz, ancien combattant, désormais vieillard confiné dans l'oubli et ayant refoulé les épisodes tragiques de sa participation à la guerre d'Espagne et à la Deuxième Guerre mondiale. La mise en scène de ces deux personnages et le va-et-vient entre le passé et le présent, notamment par l'utilisation de la couleur pour la période de la guerre et d'un dessin noir et blanc pour évoquer la rencontre entre les deux personnages permettent à l'auteur de suggérer la responsabilité des nouvelles générations dans la sauvegarde, voire dans la récupération de la mémoire républicaine.

Cette intention de Roca se traduit par sa volonté de proposer un récit se voulant extrêmement fidèle aux événements vécus par les soldats républicains de la *Nueve*. L'important travail documentaire réalisé par l'auteur à partir notamment de photographies est mis en valeur par la qualité remarquable du dessin et par la maîtrise du coloriage, qui plongent le lecteur dans une atmosphère sombre et pesante. Cependant, cette rigueur porte parfois préjudice au scénario quelque peu trop scolaire. Il est alourdi de séquences un peu longues sur le déroulement militaire de l'engagement de la *Nueve*. De même, on peut se

demander si l'évocation de l'appel du général de Gaulle en mai 1940 lors des pérégrinations africaines de Miguel Ruiz ou la publication d'une préface signée par la maire de Paris, Anne Hidalgo, d'origine espagnole, ne réinscrit pas le récit graphique de la *Nueve* dans le cadre d'une nouvelle mémoire officielle française sur la libération de Paris, intégrant désormais le rôle des populations non françaises pour le rétablissement de la République.

À l'opposé, le portrait touchant du vieillard face à son passé suggère des questions complexes sur le rapport entre la construction d'un discours héroïque sur la libération de Paris et les traces douloureuses laissées par la guerre parmi cette génération de soldats espagnols oubliés et témoins indignés, après 1945, de la consolidation du régime franquiste.

SÉBASTIEN FARRÉ

**Jacques Tardi & Jean-Pierre Verney,**  
***Putain de guerre !***  
**[1914-1915-1916 ;**  
**1917-1918-1919],**  
Bruxelles, Casterman, 2014 (2 vol.)

Tous deux nés en 1946, Jacques Tardi et Jean-Pierre Verney ont consacré deux albums à la Première Guerre mondiale, dont ils sont des spécialistes : Tardi, comme dessinateur, Verney comme ancien chargé de mission au ministère de la Défense et collectionneur d'objets relatifs à cette époque. Deux trajectoires qui ne les destinaient pas forcément à se rencontrer : en effet, l'un d'eux a refusé la Légion d'honneur (en 2013) et l'autre en est titulaire (2015)...

À cette occasion, Tardi n'avait pas mâché ses mots : «Étant farouchement attaché à ma liberté de pensée et de création, je ne veux rien recevoir, ni du pouvoir actuel, ni d'aucun autre pouvoir politique quel qu'il soit. C'est donc avec la plus grande fermeté que je refuse cette médaille. (...) Je n'ai cessé de brocarder les institutions. Le jour où l'on reconnaîtra les prisonniers de guerre, les fusillés pour l'exemple, ce sera peut-être autre chose. Je ne suis pas intéressé, je ne demande rien et je n'ai jamais rien demandé. On n'est pas forcément content d'être connu par des gens qu'on n'estime pas» (*Le Figaro*, 2.1.2013). Preuve, s'il en fallait une, que Jacques Tardi défend des convictions fortement ancrées à gauche (comme le montre par exemple une autre de ses bandes dessinées, *Le Cri du Peuple*, consacré à la Commune de Paris, en 1871) et anti-militaristes. Ses œuvres visent à montrer l'horreur de la guerre, à partir du point de vue du soldat (de l'un ou l'autre côté) qui s'y trouve impliqué, majoritairement sans l'avoir voulu. À l'occasion du centenaire de 1914, une exposition «Tardi et la Grande guerre» a eu lieu à Angoulême, du 30 janvier au 2 février 2014, lors du 41<sup>e</sup> festival international de la bande dessinée ([www.bdangouleme.com/386,tardi-et-la-la-grande-guerre](http://www.bdangouleme.com/386,tardi-et-la-la-grande-guerre)).

Plus récemment, dans son numéro du 9 mars 2015, le journal lausannois *24 heures* signalait la présence de Tardi à la 24<sup>e</sup> édition du Fumetto (*Internationales Comix-Festival*), à Lucerne ([www.fumetto.ch/fr](http://www.fumetto.ch/fr)). Titre de l'article : «Tardi s'explode au Fumetto de Lucerne. Infatigable pourfendeur de la guerre, le bédéaste français est accueilli en héros sur les bords de la

Reuss : rétrospective autour de 300 originaux».

En exergue des deux volumes, on trouve des citations de «ceux d'en haut», qu'il vaut la peine de relever. Quelques exemples : «La mobilisation n'est pas la guerre. Dans les circonstances présentes, elle apparaît, au contraire, comme le meilleur moyen d'assurer la paix dans l'honneur» (Raymond Poincaré, président de la République, 8.8.1914). «Je pense que ces événements sont fort heureux. Il y a quarante ans que je les attends. La France se refait, et selon moi, elle ne pouvait pas se refaire autrement que par la guerre qui la purifie» (Alfred Baudrillart, évêque, 16.8.1914). Le responsable de l'une des offensives les plus meurtrières, qui débouchèrent sur les mutineries de 1917 : «L'expérience a fait ses preuves, la victoire est certaine, je vous en donne l'assurance, l'ennemi l'apprendra à ses dépens» (le général Nivelle, 15.12.1916).

Enfin, en annexe de la documentation historique rédigée par Jean-Pierre Verney, on trouve un répertoire du vocabulaire des tranchées, utilisé par Tardi dans les dialogues de sa bande dessinée.

HANS-PETER RENK

### **On nous signale : références bibliographiques sur le mouvement ouvrier suisse**

Pierre Aguet, « La chute brutale de la Vevey industrielle », *Les Annales veveysannes*, vol. 15, 2014, pp. 137-150.

David Burkhard, « La répression des anarchistes dans le canton de Neuchâtel au temps de la propagande par le fait, 1878-1895 », mémoire de licence, 2010. Ce mémoire a fait l'objet d'une publication séparée ultérieure :

David Burkhard, « La surveillance policière des anarchistes dans le canton de Neuchâtel au temps de la propagande par le fait (1878-1895) », *Revue historique neuchâteloise*, 2/2013, p. 161 et ss.

Cyril Jornod, « Grève et identité ouvrière : vie et mort des grèves des maçons et manœuvres en 1906 à Neuchâtel, en 1904 et 1907 à La Chaux-de-Fonds », mémoire de licence, 2009. À ce jour, ce mémoire n'a fait l'objet d'aucune publication séparée.

Hans-Peter Renk, « Une grève de longue durée à l'hôpital neuchâtelois de la Providence », *Inprecor: correspondance de presse internationale*, n° 595-596 (juillet-août 2013), pp. 55-58. Ce texte, consacré à la grève de la Providence (fin novembre 2012-mars 2013) est disponible sur le site suivant : [www.solidarites.ch/ne/neuchatel/340-une- greve-de-longue-duree-a-lhopital-neuchatelois-de-la-providence](http://www.solidarites.ch/ne/neuchatel/340-une- greve-de-longue-duree-a-lhopital-neuchatelois-de-la-providence)

Nils Veuve, « Le socialisme international face à l'abîme. La crise de juillet et le déclenchement de la Première Guerre mondiale vus par les rédacteurs de *La Sentinelle* », mémoire de Bachelor, Université de Neuchâtel, 2013.

---

**Addio Lugano Bella. Anarchia tra storia e arte,  
da Bakunin al Monte Verità, da Courbet ai dada.**

Exposition au Museo d'Arte, Mendrisio, jusqu'au 5 juillet 2015.

Avec une belle collection d'œuvres d'art et des panneaux racontant l'histoire des anarchistes au Tessin et ailleurs.

---

# AÉHMO

**L'association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AÉHMO)** a pour but de mieux faire connaître l'histoire économique, sociale et politique de la Suisse romande et en particulier celle du mouvement ouvrier, par le biais de colloques, de conférences, d'expositions, de publications.

Elle s'intéresse aux sujets les plus variés : partis politiques, syndicats, presse, salaires, conditions de travail, relations hommes-femmes, vie quotidienne, activités culturelles et sportives, etc., sous un aspect critique, permettant d'appréhender les lumières et les ombres de l'histoire du mouvement ouvrier. Elle recueille et conserve des documents de toute nature, textes manuscrits ou imprimés, photos, affiches, enregistrements, concernant l'histoire du mouvement ouvrier.

Ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne; ils peuvent être consultés par les chercheurs et les personnes intéressées en s'adressant au Département des manuscrits, BCU, CH-1015 Lausanne-Dorigny.

## **Devenez membre !**

En adhérant à l'Association, en la soutenant financièrement, en lui confiant les documents que vous détenez, vous participez à son effort de construire une mémoire collective du mouvement ouvrier.

**Membres individuels: CHF 25.-\***

**Membres collectifs: CHF 100.-\***

\*y compris la livraison du Cahier annuel

**AÉHMO, case postale 5278, CH-1002 Lausanne**

**[www.aehmo.org](http://www.aehmo.org)**

Compte PostFinance 10-24143-0



**Dossier**

**EMBLÈMES ET ICONOGRAPHIE DU MOUVEMENT OUVRIER**

---

<b>JEAN-FRANÇOIS FAYET</b>	<i>Introduction</i>
<b>MARC VUILLEUMIER</b>	<i>Les drapeaux de la Première Internationale en Suisse</i>
<b>PATRICK AUDERSET</b>	<i>Les drapeaux syndicaux vaudois : témoins de l'internationalisme ouvrier?</i>
<b>MARC PERRENOUD</b>	<i>Une valse à trois temps : corporatisme horloger, internationalisme ouvrier et commune socialiste à La Chaux-de-Fonds (1898-1922)</i>
<b>STEFAN LÄNZLINGER</b>	<i>Les drapeaux des cyclistes ouvriers en Suisse</i>
<b>MARIANNE ENCKELL</b>	<i>Le ruban du Premier Mai : une originalité suisse</i>
<b>SIMON ROTH</b>	<i>L'ouvrier à l'affiche ? Une iconographie suisse</i>
<b>LETIZIA FONTANA</b>	<i>Le mouvement ouvrier tessinois dans les photographies de la Fondazione Pellegrini Canevascini (fin du XIX<sup>e</sup> siècle-1945)</i>
<b>PHILIPPE MAEDER</b>	<i>La photographie du mouvement ouvrier et populaire des années 1970 à travers l'expérience de l'agence Fotolib, à Lausanne</i>
<b>CHARLES HEIMBERG</b>	<i>Du décor au sens. L'iconographie ouvrière et l'apprentissage de l'histoire</i>

---

**Chroniques & Comptes rendus**

**Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier**  
**www.aehmo.org**

